

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée N° 67

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Maître de l'ouvrage : **INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION**

Maître d'œuvre : **Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Département Ingénierie Développement Expertise Équine
Parc de l'Isle-Briand
49220 LE LION D'ANGERS**

Objet de la consultation : **Mission de diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du
domaine du Haras national de Pompadour : Château de
Pompadour et mur de l'hippodrome
IFCE – SITE DE POMPADOUR**

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

MAÎTRISE D'OUVRAGE :

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Terrefort
49411 SAUMUR cedex

Représentant sur site :
Olivier Legouis - Directeur de site
Haras national de Pompadour
Le Château 19230 Arnac-Pompadour
tél : 05.55.97.11.03 - 06.14.12.25.66
olivier.legouis@ifce.fr

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Thierry LE BORGNE (Architecte)
Département Innovation Des Équipements Équins
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Parc de l'Isle Briand
49220 LE LION D'ANGERS
tél : 02.41.21.17.90
fax : 02.41.21.17.91
idee@ifce.fr - thierry.le.borgne@ifce.fr

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

N° DES ARTICLES	DÉSIGNATION DES ARTICLES
1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES
2	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
3	DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ
4	DURÉE DU MARCHÉ
5	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL
6	PRIX
7	RÈGLEMENT DES COMPTES
8	DÉLAIS DE RÉALISATION ET PÉNALITÉS
9	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET SECRET PROFESSIONNEL
10	MODIFICATION AU MARCHÉ
11	RÉSILIATION
12	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet une mission de diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du site du Haras national de Pompadour – Château de Pompadour et mur de l'hippodrome.

Le périmètre des édifices à diagnostiquer est précisé et cartographié dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Cette consultation est organisée sur la base d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles 26-II et 28 du code des marchés publics.

2. ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles établis par l'ifce, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI , l'ordre de priorité des pièces est les pièces particulières énoncées ci-dessus et les pièces générales ci-après.

PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par Arrêté du 19 septembre 2009 ;
- Le code du patrimoine.

3. ARTICLE 3 - DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Cette mission de diagnostic est composée de 3 tranches :

. Tranche ferme

- Le mur d'enceinte du château y compris ses tours et douves
- La porterie (ou « Le Châtelet »)
- Le mur de l'hippodrome

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

. Tranche conditionnelle N° 1

- Les écuries de l'Orangerie (oude l'entraînement)
- Le manège

. Tranche conditionnelle N° 2

- Le château
- La charronnerie

Pour les **tranches conditionnelles**, le pouvoir adjudicateur a le choix d'affermir ou non chacune des tranches, la décision d'affermissement intervenant à l'issue de la validation précédentes et sur décision notifiée par le pouvoir adjudicateur (ordre de service).

Dans le cadre de la présente consultation, une visite du site est obligatoire afin de mieux appréhender les éléments de cette mission de diagnostic.

A cet effet , le candidat prendra contact avec le correspondant ci-dessous pour fixer un rendez-vous :

Bernard CLOT 06 18 55 20 31 – bernard.clot@ifce.fr

Guy LAGRAVE 06 07 10 23 42 – guy.lagrange@ifce.fr

A l'issue de cette visite une attestation sera remise au candidat.

4. ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

La durée globale de l'étude est estimée à **18** mois

Le candidat devra préciser dans son offre le calendrier de son intervention.

5. ARTICLE 5 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du ccag-pi, le titulaire du marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection et de condition de travail de ses salariés.

6. ARTICLE 6 – PRIX

6.1. Forme et contenu du prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, réputés fermes et actualisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions des documents du marché pour justifier un supplément. De plus, les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations, sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

6.2. Mois d'établissement de prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé Mo.

6.3. Modalité de variation du prix

L'index de référence choisi pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie.

Le marché est actualisable si la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations est postérieure de plus de trois mois à la date d'établissement du prix défini ci-dessus (Mo).

L'actualisation est effectuée par l'application de la formule suivante :

$$C = 0,50 + (0,50 \times Im/Io)$$

dans laquelle :

Io : index ingénierie du mois Mo (mois d'établissement des prix)

Im : Index ingénierie du mois M, sous réserve que la date soit postérieure de plus de trois mois à la date de la valeur de l'indice de référence d'établissement du prix Mo.

7. ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans le respect du délai global de paiement en application à l'article 98 du Code des Marchés Publics, soit 30 jours.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le mode de règlement est le mandat administratif.

7.1. Avance forfaitaire

Conformément l'[article 87 du code des marchés publics](#), une avance peut être accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans la limite de 5% du montant TTC du marché.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule sa renonciation sur l'acte d'engagement.

Le versement de cette avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande garantissant le remboursement de la totalité de l'avance. Le délai de paiement défini ci avant ne peut courir avant la constitution de cette sureté. L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné à l'article L.413-4 du code des assurances et agréé par le maître d'ouvrage.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

7.2. Modalités de paiement

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'acte d'engagement.

7.3. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci ainsi que leurs prix.

7.4. Échéancier du paiement des acomptes tranche ferme

30% à la notification du marché

50% après remise du pouvoir adjudicateur des documents demandés au CCTP

20% après approbation expresse et sans réserve des documents demandés au CCTP par le pouvoir adjudicateur

Tranche conditionnelle n°1

30% à la décision d'affermissement de la tranche

50% après remise du pouvoir adjudicateur des documents demandés au CCTP

20% après approbation expresse et sans réserve des documents demandés au CCTP par le pouvoir adjudicateur

Tranche conditionnelle n°2

30% à la décision d'affermissement de la tranche

50% après remise du pouvoir adjudicateur des documents demandés au CCTP

20% après approbation expresse et sans réserve des documents demandés au CCTP par le pouvoir adjudicateur

8. ARTICLE 8 – DELAIS DE REALISATION ET PENALITES

8.1. Délai de réalisation

Les délais de réalisation sont ceux sur lesquels le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement. Les délais sont suspendus durant toutes les périodes où les documents élaborés sont examinés par le pouvoir adjudicateur.

8.2. Points de départs des délais de réalisation

Tranche ferme : à la date de notification

Tranche conditionnelle n° 1 : Affermissement de la tranche (ordre de service)

Tranche conditionnelle n° 2 : Affermissement de la tranche (ordre de service).

8.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 14,1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution d'une tranche du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 800 € par semaine de retard.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat de retard.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Diagnostic sanitaire du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016-03-30

9. ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET SECRET PROFESSIONNEL

A l'issue du marché, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, définitif et irrévocable, les résultats du marché selon les dispositions de B 25,1,13 du CCAG-PI.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de la présente étude.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître le contenu.

Par ailleurs, le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

10. ARTICLE 10 - MODIFICATION AU MARCHÉ

Toutes les modifications au CCTP et au CCAP du marché devront être approuvées au préalable par le maître de l'ouvrage.

Toute augmentation dans la masse initiale des travaux, quel que soit son montant, doit faire l'objet d'un avenant ou d'une décision de poursuivre, signé par le pouvoir adjudicateur du marché.

Il ne doit y avoir en aucun cas et sous aucun prétexte, un commencement ou une poursuite d'exécution des travaux avant que l'avenant ou la décision de poursuivre correspondant n'ait été signé et notifié au titulaire du marché.

Au cas contraire, les travaux exécutés au delà de la masse initiale ne seront pas payés (art.15.4 du CCAG TRAVAUX).

11. ARTICLE 11 - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 47 du code des marchés publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 & 46 du Code des marchés publics et selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI

12. ARTICLE 12 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

C.C.A.P. II déroge à l'article 4,1 du C.C.A.G.-PI

C.C.A.P. XI 3) déroge à l'article 14,1 du C.C.A.G.-PI

C.C.A.P. XV 1) déroge à l'article 9 du C.C.A.G. -PI

◆◆◆